

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Résumés

Numéro 4 (44), automne 1980

Logement et luttes urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035061ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035061ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1980). Résumés. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 201–215.
<https://doi.org/10.7202/1035061ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1980

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Résumés

Une grève de locataires à Genève (D. Dind)

Il existe trois grands ensembles modernes construits à la périphérie de la ville de Genève au cours des années soixante dans lesquels les habitants ont décidé de faire la grève des loyers pour protester contre de trop fortes hausses. L'intérêt de ces luttes est que ces grèves se sont produites dans les secteurs HLM de ces cités satellites, dans des immeubles qui souvent appartiennent à des syndicats ouvriers. Les habitants se sont donc trouvés, pour plusieurs d'entre eux, en conflit direct dans le domaine de la vie hors travail avec les organisations ouvrières auxquelles ils sont affiliés comme travailleurs. L'article décrit la lutte, discute du rapport entre les luttes dans les lieux de production et les luttes visant à l'amélioration des conditions de la vie quotidienne et enfin analyse les rapports entre l'Etat et les syndicats en ce qui a trait à l'habitat.

Urbanisme et vie locale : une expérience d'information-consultation à Genève (J.-P. Aebersold, D. Dind)

La ville de Genève a entrepris une étude de l'aménagement de son territoire à laquelle elle a voulu associer la population, notamment au plan de l'information. Un groupe pluridisciplinaire (architectes, travailleurs sociaux, militants de groupes d'habitants) a été constitué en vue d'élaborer des stratégies de consultation des habitants. Trois cents personnes ont participé à des discussions relatives à l'avenir de leur quartier et ont rédigé un « Cahier des besoins ». Quelle signification publique faut-il accorder à un tel processus ? Comment prendre en compte la diversité des besoins exprimés ? Quelles suites donner à cette démarche ?

Quartier des Grottes et Ecole d'architecture (D. Marco)

L'Ecole d'architecture de Genève soutient les luttes des habitants du quartier des Grottes de deux façons. Professeurs et étudiants y participent directement d'une part, mais aussi ils élaborent des contre-projets d'architecture et d'urbanisme qui font échec aux plans mis de l'avant par les promoteurs immobiliers et la Municipalité. Cette forme de soutien à la lutte des Grottes s'inscrit dans le projet pédagogique de l'Ecole qui expérimente un nouveau mode d'organisation de l'enseignement et de la recherche.

Action populaire aux Grottes (M. Toche)

Le quartier des Grottes est situé à Genève. Près de 75 % des immeubles de ce petit quartier appartiennent à la Municipalité. Depuis plus de dix ans, il est l'objet de plans successifs de rénovation auxquels s'opposent les habitants réunis en association : l'Action populaire aux Grottes. Celle-ci est parvenue jusqu'ici à faire échec au projet de démolition/reconstruction totale du quartier en réoccupant les logements et commerces vacants. A ces actions la Ville a répondu par des expulsions manu militari qui ont eu pour effet de provoquer un large soutien dans la population à la cause de cette lutte exemplaire.

Le Comité d'action des transports urbains (J. Dustin)

Ce texte est une chronique rapide des actions menées par un comité bruxellois qui veut rendre la ville aux piétons et aux cyclistes.

Né en 1972, le C.A.T.U. a entrepris diverses démarches de sensibilisation par le moyen d'un mensuel, d'un montage

audiovisuel, d'une randonnée cycliste à travers Bruxelles rassemblant plus de 2,000 usagers, etc.

Le C.A.T.U. sert de coordonnateur entre les formations syndicales, des comités de quartier, des partis progressistes, des mouvements de jeunes. Il s'est opposé en 1978 à une augmentation des tarifs des Transports urbains. Certains groupements se réclamant de la « nouvelle gauche » pratiquèrent des auto-réductions dans les bus, les trams, le métro. En 1980, nouvelle augmentation, nouvelle opération « Train gratuit » en Wallonie et dans certaines gares de Bruxelles.

Développement et enjeux de l'action du quartier de « 25 » à Marcinelle (entretien avec A. Croegaert et P. Dailly)

Le quartier du « 25 » est situé dans la banlieue de Charleroi, au cœur d'une région en voie de restructuration économique. Ce quartier est, depuis plusieurs années l'objet de plans de rénovation qui tiennent peu compte des habitants, en majorité immigrés, et de l'environnement, témoin d'un riche passé industriel et social.

L'association du « 25 », constituée en 1978, se veut le porte-parole de ces intérêts sociaux et culturels. Elle cherche à permettre aux habitants de prendre leur place dans le quartier, d'y réaliser progressivement ce qu'ils veulent, si nécessaire avec l'aide de personnes extérieures en évitant au maximum que ces intervenants ne supplantent la demande des intéressés.

Le « petit coin du 25 », maison de quartier en voie d'aménagement, apparaît actuellement comme la cheville ouvrière du projet de l'association : partir des demandes individuelles, souvent très concrètes et ponctuelles, des habitants (problèmes de plomberie, d'électricité de leur habitation mais aussi soucis quant à la scolarité et aux loisirs des enfants), en essayant d'insérer ces demandes dans un projet collectif.

Chronique d'une lutte de quartier : la Neefsteeg à Anvers (D. Cosyns)

L'auteur de l'article relate les étapes d'une lutte menée par des habitants menacés d'expulsion, dans un quartier d'Anvers.

On y découvre comment, à travers leurs difficultés, leurs échecs, leurs victoires, les personnes concernées sont arrivées à se mobiliser, à s'organiser ; comment elles en sont venues à faire appel à la solidarité ouvrière au delà du quartier et à donner des prolongements à l'action ponctuelle.

On y lit comment le passage d'une position de défense à une action offensive appuyée sur la législation permit d'obtenir des résultats positifs.

La Fédération nationale des habitants de cité (M. Gerard)

En février 1973, quelques comités regroupant des locataires de logements sociaux (logements financés par l'Etat, par l'intermédiaire de la Société Nationale du Logement) se sont

retrouvés. Tous, ils réalisent un travail syndical, regroupant des locataires pour défendre collectivement leurs intérêts.

Ainsi est née la Fédération Nationale des Habitants de Cité.

Défense juridique, dossiers, soutien des comités locaux, confrontation des expériences, négociations et affrontements avec les pouvoirs publics : tel est le travail rendu possible par ce regroupement de comités.

Travail réalisé *avec* les habitants et non *pour* eux.

Bruxelles, dix ans d'actions communautaires dans des quartiers soumis à la rénovation urbaine (N. Brasseur, C. Buysse)

Le Quartier Nord et le Botanique, deux quartiers populaires de Bruxelles, ont fait l'objet au cours des dix dernières années de projets de rénovation dont les conséquences sociales étaient l'expulsion de la population résidente. Des comités de lutte se sont donc constitués avec l'appui de travailleurs sociaux pour faire échec à ces projets. Dans le premier cas, il n'a pas été possible de contrer la transformation de l'espace urbain ; par contre dans le second cas, et grâce en partie aux enseignements de la lutte au Quartier Nord, il n'a pas été possible aux promoteurs de réaliser leur projet. La Municipalité a appuyé les habitants et un projet de réhabilitation du quartier partiellement contrôlé par le Comité de lutte a remplacé les plans de rénovation-démolition initiaux. Des réflexions méthodologiques relatives à la mobilisation de la population concluent l'article.

La Cambre : une école d'architecture originale soumise au processus de normalisation. (R. Borremans)

L'Institut Supérieur d'Architecture de l'Etat, La Cambre, était réputé pour les caractéristiques de son enseignement : pluraliste, critique, développant des analyses et des projets originaux, ouvert aux courants architecturaux liés aux luttes urbaines.

Au cours de l'été 1979, des décisions ministérielles entraînent le licenciement de la moitié du corps professoral.

Un système d'enseignement était brisé.

Face aux décisions prises, la lutte s'est organisée dans l'institution mais a échoué : les enseignants ne sont pas réintégrés.

Aujourd'hui, la lutte se poursuit sous la forme de la création, par les enseignants exclus, d'une nouvelle école.

L'article retrace brièvement les événements en s'interrogeant sur les raisons qui firent échouer la lutte dans l'institution.

Le mouvement ouvrier et la question urbaine à Bruxelles (H. Delasi)

Quelles ont été vis-à-vis de la question urbaine les positions et les attitudes du mouvement ouvrier à Bruxelles au cours des dix dernières années (1968-1978) ?

La question urbaine renvoie, selon l'auteur, à deux séries de problèmes : ceux qui concernent l'aménagement du territoire, sa division sociale et technique ; ceux qui découlent de la production, la distribution et la gestion des moyens collectifs de consommation : logement, éducation, transports, santé, équipements collectifs.

En ce qui concerne la problématique de l'aménagement du territoire et de la politique foncière, l'auteur constate que le mouvement ouvrier a pris en charge ces domaines principalement à travers ses revendications et ses actions à l'égard du logement. A propos des stratégies déployées par les organisations ouvrières, on précise quelles attitudes elles adoptèrent vis-à-vis des organisations extérieures au mouvement ouvrier : groupes de pression spécialisés (professionnels de l'urbanisme ou de l'environnement en lutte contre un aménagement et une gestion technocratiques de la ville), associations de locataires, groupements d'habitants, comités de quartier, etc.

En ce qui concerne la problématique des moyens collectifs de consommation, l'auteur relève qu'en Belgique la politique extra-entreprise et, notamment, celle des transports, de la santé, etc. est relativement autonomisée par rapport à la politique de l'entreprise ; il n'y aurait donc pas de conjonction des problèmes liés à la consommation collective et de ceux liés au marché du travail. Cette situation résulterait du fait que, dès leur origine, les mouvements ouvriers belges se sont toujours préoccupés de la consommation collective en mettant en place des coopératives d'achat, des « maisons du peuple », etc. De plus, le mouvement ouvrier a évolué vers une particularisation et une spécialisation des tâches aboutissant parfois à de véritables cloisonnements. Un effort de reglobalisation des problèmes et de l'action pourrait toutefois se dessiner par le biais de la régionalisation du territoire et d'une problématique du développement régional.

Ambivalence des luttes urbaines et ambiguïtés des interventions de l'État

(P. Hamel et J.-F. Léonard)

L'article rend compte d'une façon synthétique de l'évolution des mobilisations populaires à Montréal sur les conditions de vie depuis les débuts des années 60, particulièrement autour de la question du logement. Ce qui semble caractériser le plus profondément ces mobilisations c'est avant tout leur ambivalence tant sur le plan de l'organisation que des moyens d'action à l'égard de l'idéologie dominante.

De plus il est important de noter que malgré une certaine radicalisation au plan idéologique, les militants et les organisations continuent à être aux prises avec les mêmes difficultés, comme s'il n'y avait pas eu de transformation des pratiques, comme si elles n'étaient pas parvenues à se donner les moyens organisationnels et politiques qui leur auraient permis d'évoluer.

Mais ces difficultés ne tiennent pas uniquement aux problèmes que rencontre la gauche ; elles s'expliquent également par la nature des transformations qui ont marqué l'espace montréalais depuis une vingtaine d'années de même que par le rôle ambigu qu'y a joué l'État et surtout le pouvoir municipal. Celui-ci mettait de l'avant un profil de gestion qui, en garantissant

un appui aux investisseurs et promoteurs défendait une image d'interventionnisme ad hoc, occultant de ce fait son rôle politique véritable.

Le Service d'aménagement populaire et les Coopératives (G. Lauzon et M. Sévigny)

Le Service d'aménagement populaire (S.A.P.) est né d'une expérience de liaison aux milieux populaires de la part d'un groupe d'étudiants en architecture à l'Université de Montréal sur la base d'une Clinique d'aménagement autogérée par les participants. La Clinique venait en aide aux groupes de locataires qui luttaienent contre les évictions ou les hausses de loyers ou voulaient mettre sur pied des coopératives d'habitation.

En septembre 1977 les étudiants décident de poursuivre l'expérience de la Clinique en dehors des murs de l'Université de Montréal et demandent, pour ce faire, une subvention gouvernementale pour l'aide à la mise sur pied de coopératives d'habitation qui finançait, dans ce cadre, des Groupes de ressources techniques (G.R.T.).

L'article présente la situation et les problèmes que rencontre présentement le mouvement des coopératives d'habitation au Québec. Il traite également des problèmes concrets d'intervention que rencontrent autant les coopérateurs que les membres des G.R.T. Plus fondamentalement il soulève la question de l'enjeu des coopératives comme moyen pour lutter contre les diverses formes de centralisme en faisant appel à la perspective autogestionnaire.

Les Habitations communautaires du Centre-Sud : dépasser l'action de quartier

(J.-G. Laguë et C. Watters)

Les Habitations communautaires du Centre-Sud de Montréal ont été mises sur pied en 1971 pour conserver le stock de logements bâtis et favoriser le contrôle de la vie du quartier par les citoyens. Afin de se donner de meilleurs moyens d'action et de porter leur action à l'échelon provincial les Habitations communautaires ont proposé, à l'automne 1978, une rencontre des organisations populaires également touchées par les programmes d'améliorations de quartier (P.A.Q.). C'est à la suite de cette rencontre que l'on décidera d'entreprendre une action commune en créant le Front d'Action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

L'article expose le contexte ainsi que le mode d'intervention et les acquis des Habitations communautaires. De plus il présente les principales revendications actuellement mises de l'avant par le FRAPRU. Enfin les auteurs proposent quelques éléments d'évaluation et de bilan de leur pratique.

La mobilisation des locataires au Comité de logement Rosemont (J. Patenaude)

Le Comité de Logement Rosemont regroupe des locataires et des militants dans un quartier de travailleurs au nord-est du centre-ville de Montréal. L'article présente les principales activités du comité, sa participation au Regroupement pour le Gel des Loyers qui est une coalition d'organisations populaires sur le logement menant une lutte commune contre les augmentations de loyer depuis 1978 ainsi que son mode d'organisation et de fonctionnement.

De plus l'article vise à cerner les problèmes de mobilisation auxquels doivent faire face les militants en ce qui a trait plus particulièrement à la participation des locataires au comité. Finalement l'auteur propose quelques jalons qui devraient permettre aux militants du comité de poursuivre un bilan collectif.

Les luttes de locataires de H.L.M. (T. Stanhope)

Les locataires de H.L.M. au Québec sont confrontés depuis plusieurs années à divers problèmes liés au mode gestion des H.L.M. et aux politiques gouvernementales de logement.

En mai 1979 les locataires de H.L.M. de toutes les régions du Québec mettaient sur pied une Association provinciale des locataires de logements municipaux. Cette association répondait avant tout à un besoin de solidarité. Mais elle correspondait également à un besoin d'organisation étant donné que certaines questions, comme l'échelle des loyers, ne se traitent qu'au niveau provincial.

Cette entrevue fait en quelque sorte un survol des problèmes et des difficultés que rencontrent les locataires de H.L.M. Mais elle traite aussi des perspectives d'action que l'on peut maintenant entrevoir.

Un Centre local de services communautaires intervient sur le logement (R. Dion et F. Leroux)

Les Centres Locaux de Services Communautaires (C.L.S.C.) ont été mis sur pied par le Gouvernement du Québec dans le cadre d'une réforme d'ensemble des services de santé et des services sociaux. Plusieurs C.L.S.C. interviennent sur les problèmes reliés à l'aménagement et au logement. C'est ainsi que le C.L.S.C. Norman Bethune a été impliqué dans quelques mouvements revendicatifs et ses organisateurs communautaires ont été appelés à collaborer avec des organisations de lutte.

L'article présente une analyse du rôle du C.L.S.C. et de ses intervenants à partir de deux exemples. Le premier met principalement en cause la Société centrale d'hypothèque et de logement (gouvernement fédéral) et la compagnie propriétaire des immeubles. Cet affrontement coïncide avec les débats du C.L.S.C. en 1975. Le second exemple concerne la vente des immeubles que géraient la S.C.H.L. en 1977 entraînant des hausses de loyer pour les locataires.

La pratique d'organisation communautaire à la Maison de quartier de Pointe St-Charles (R. Couillard et R. Mayer)

Au début des années 70, dans quelques quartiers de Montréal, on retrouvait des Maisons de quartier qui intervenaient principalement sur les questions d'aménagement.

L'exemple abordé ici est celui de la Maison de quartier de Pointe St-Charles qui, à divers moments de son évolution, a été traversée par une série d'affrontements concernant l'action communautaire.

L'article expose d'abord le contexte dans lequel est intervenue la Maison de quartier pour ensuite discuter des pratiques et de leurs projets socio-politiques sous-jacents.

Les auteurs examinent également les contradictions avec lesquelles étaient aux prises les militants et les permanents pour mieux situer et évaluer les bilans qui ont marqué la ré-orientation des modes d'intervention de la Maison de quartier.

Les pratiques urbaines d'opposition à Québec (G. Doré et D. Plamondon)

À Québec les interventions des premiers comités de citoyens se situent à la fin des années 60 dans un contexte de re-développement urbain.

Après avoir présenté d'une façon synthétique l'ensemble des organisations intervenant sur les enjeux urbains dans la ville de Québec, les auteurs font porter leur analyse sur deux exemples de lutte en faisant ressortir les différences tant au plan des enjeux qu'au plan de la composition de classe de la base sociale. Qu'est-ce qui fait que l'on débouche sur une victoire plutôt que sur une défaite? Quelques hypothèses explicatives sont énoncées.

Enfin les auteurs considèrent les perspectives de lutte sur les conditions de vie.

Le Rassemblement populaire de Québec et les Comités de citoyens (P. Racicot)

Le Rassemblement des Citoyens de Québec (R.C.Q.) est un parti politique municipal fondé en 1977.

L'article présente les principales caractéristiques de ce parti en reprenant les débats et les affrontements qui ont présidé à sa formation. L'aspect majeur que l'auteur situe au centre de son analyse concerne le mode de relations que le parti a réussi à établir avec les comités de citoyens. Il termine par quelques remarques sur les perspectives d'action politique qui semblent présentement se dégager pour le R.C.Q.

Comité de citoyens et enjeux urbains à Hull (M. Bachand)

Hull est une ville régionale de 60,000 habitants collée sur la capitale nationale, Ottawa.

Au cours du processus de transformation de sa structure industrielle, qui a entraîné l'exode d'une partie de la population résidante, remplacée par une population nouvelle à l'emploi du gouvernement fédéral, la ville entreprend la rénovation urbaine des quartiers défavorisés entraînant l'éviction de la population.

L'article après avoir décrit le contexte dans lequel sont apparus les comités de citoyens à Hull construit une périodisation de leur évolution qui renvoie à une série de coupures idéologiques ou de temps forts en termes de ré-orientation des modes d'intervention.

L'action de ces comités fait appel à diverses catégories d'intervenants — membres du clergé, organisateurs communautaires, représentants de partis politiques, etc. — qui véhiculaient souvent des intérêts contradictoires. Ainsi se trouve éclairée la dynamique qui a traversé l'évolution de ces organisations populaires.

Syndicats et organisations populaires : élaboration d'une perspective de lutte sur les conditions de vie (G. Larose)

Depuis plusieurs années la présence du mouvement syndical aux côtés des organisations populaires sur le terrain des conditions de vie a souvent été intermittente et n'a pas permis de déboucher sur une stratégie à long terme.

Au printemps dernier le Conseil Central de Montréal de la Confédération des Syndicats Nationaux (C.S.N.) organisait un Sommet populaire pour amorcer un débat avec les organisations populaires concernant les conditions de vie et les enjeux du développement de la région métropolitaine par rapport aux perspectives d'action et de lutte qu'il serait possible de définir conjointement.

Dans cette entrevue on aborde principalement les raisons qui ont motivé le Conseil Central à lancer ce sommet de même que les suites qu'il en attend.

Luttes urbaines : leurs acteurs et les chercheurs (M. Wieviorka)

Même si les luttes urbaines se déploient en dehors de la production pour se situer dans le champ de la vie hors travail, de la consommation collective, de la reproduction, elles ont le plus souvent été vécues et traitées, au début des années 70, dans les catégories du mouvement ouvrier et de la lutte anticapitaliste.

À travers l'histoire récente des luttes urbaines en France, que synthétise brièvement l'article, se dessine un nouvel axe de ces luttes qui ne se réfère plus à une problématique marxiste. Ceux qui manifestent à vélo contre l'automobile en ville, ceux qui mettent en cause des projets d'autoroute, des plans d'urbanisme, etc. ne le font guère en termes anticapitalistes. L'action tire son sens d'elle-même, elle n'est pas interprétée comme étant celle du mouvement ouvrier. Elle articule des revendications précises à une contestation générale de la croissance et de ses conséquences. Elle mêle ainsi la défense d'intérêts particuliers, une critique culturelle et une critique démocratique du mode de gestion étatique de l'urbain. Cet axe

récent des luttes urbaines pose de nombreux problèmes à l'analyse. L'auteur esquisse à leur sujet une série d'hypothèses.

Vers la « local-démocratie » (J.-P. Garnier)

Il convient de s'interroger sur la portée « anti-capitaliste » qu'on est tenté d'attribuer aux luttes sur le « cadre de vie ». Les luttes urbaines ont effectivement participé au « changement social », mais dans le cadre structurel des rapports de production capitalistes. Les luttes urbaines ont à la fois incité et aidé la bourgeoisie à renouveler les formes de son hégémonie en érigeant le « local » en point d'appui privilégié d'un processus de social-démocratisation qui n'avait pu se réaliser au niveau central. Pour pouvoir renouveler les formes de son hégémonie en érigeant le « local » en point d'appui privilégié d'un processus de social-démocratisation qui n'avait pu se réaliser au niveau central. Pour pouvoir gouverner « à droite », la classe dirigeante a dû laisser une autre classe administrer le pays « à gauche » : la nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle et technicienne. Les nouvelles couches moyennes conquièrent le « pouvoir local » en investissant les branches « décentralisées » de l'appareil d'État pour établir leur hégémonie sur les classes populaires dans des zones bien délimitées. C'est pourquoi le rôle des instances locales est devenu si essentiel. À travers la question du « pouvoir local », on assiste à la mise en place d'un nouveau mode de gestion étatique de la société civile.

L'expérience récente des comités de quartier à Saint-Étienne (J. Ion, A. Micoud)

Développés dans le double contexte, national, d'un discours consensuel sur le nécessaire renouveau de la démocratie locale et régional, d'une victoire d'une liste de gauche aux élections municipales, l'expérience des comités de quartier permet de tester, sur le cas de la ville de Saint-Étienne, le contenu et le rôle de ces nouvelles formes de groupement établis sur une base résidentielle. L'étude distingue trois types de comités définis principalement par les modes de rapport à la population qu'ils sont censés représenter ainsi que par leurs codes implicites de fonctionnement.

En conclusion, les auteurs s'interrogent sur les modifications réelles introduites par l'existence de ces comités dans le système traditionnel de gestion-représentation des populations locales.

Participer à la vie locale : le cas de Meylan (B. Roudet)

Meylan est une petite commune de l'agglomération de Grenoble qui a attiré l'attention de nombreux observateurs en raison du développement extraordinaire de la vie associative. Meylan est gérée depuis 1971 par une équipe d'orientation socialiste dont l'élection est le signe de l'émergence sur le plan communal de nouvelles couches sociales moyennes et supérieures.

La vie sociale à Meylan est pensée en termes de vie associative, dans une perspective de gestion communautaire de la cité. Mais ce projet participatif n'est pas sans ambiguïté. Il

met en évidence la contradiction dans laquelle se trouve toute association prise entre les nécessités de la gestion d'un espace urbain et la spécificité des pratiques qui s'y inscrivent. Quelles sont dès lors les conditions d'une réelle démocratisation de la vie locale ?

Le Sillon de Bretagne (L. Nizard)

Le Sillon de Bretagne est un ensemble immobilier réalisé à Nantes. Le projet du Sillon entendait prouver que la ségrégation sociale et ses effets pouvaient être réduits, sinon transformés par une architecture et une gestion sociale adéquates. Mais les contraintes économiques, juridiques, politiques ont été bien plus fortes que prévu.

L'article montre comment la façon d'utiliser l'habitat et de l'apprécier tient plus à la structuration sociale qui situe globalement tel individu, à l'ensemble de son activité d'individu productif, qu'à la structure architecturale qui prétend définir les places, les fonctions et les rôles des habitants. Les rôles sociaux permettent seuls de comprendre les rôles joués et vécus par rapport au Sillon.

À partir de ce constat, l'article explore les rapports qu'entretiennent entre eux les différents acteurs du projet : les responsables gestionnaires du projet, les représentants syndicaux des locataires et les habitants eux-mêmes. Gestionnaires et syndicalistes, même s'ils entretiennent des rapports conflictuels entre eux, sont finalement beaucoup plus « proches » les uns des autres qu'ils ne le sont tous deux des habitants. Un abîme les sépare des simples gens. Et cette situation pose l'épineux problème de la légitimité de la représentation des uns et des autres.

Groupes en lutte à Paris (XXX)

Trois actions de mobilisation sont relatées ici. La Confédération syndicale du cadre de vie intervient dans le 13e arrondis-

sement pour contester avec les habitants les modalités d'établissement des impôts locaux pour les locataires ; elle aide en outre un groupe de militants qui tentent d'obtenir la création d'un parc de jeux pour enfants dans le quartier.

L'association Vivre dans le 14e arrondissement regroupe des comités d'immeubles et des mouvements de défense du quartier. Elle a combattu avec succès la construction d'une autoroute dans le quartier, obtenu la limitation de la construction de tours d'habitation, essaie de contrôler que la réhabilitation des immeubles soit faite en fonction des intérêts de la population du quartier.

L'Atelier populaire d'architecture et d'urbanisme du Marais (APAUM) regroupe des architectes qui travaillent avec les habitants pour s'opposer aux projets de rénovation de certains îlots du quartier par des promoteurs privés, mais aussi par la société publique de H.L.M. Toutes les interventions sont élaborées en étroite association avec les habitants.

Participation populaire et gestion de l'habitat en Amérique latine (N. De Roo Lemos)

À partir d'exemples de participation populaire à la gestion de l'habitat, tant rural qu'urbain, au Mexique surtout, l'article démontre que les programmes pour l'amélioration de l'habitat ne doivent pas être de simples expédients politiques destinés à tranquilliser les populations, mais plutôt le résultat d'efforts visant à améliorer l'ensemble des conditions de vie. La participation populaire ne peut pas être qu'une intervention plus ou moins volontaire de la population dans l'exécution de tâches programmées mais bien un processus actif d'intervention dans la structure du pouvoir. Les projets de développement de la vallée de Chamal (Tamaulipas, Mexique), des architectes aux pieds nus sont pour l'auteur des exemples positifs de participation populaire sur lesquels elle base sa réflexion.

Summaries

Rent Strikes in Geneva (D. Dind)

Tenants in three huge low-income housing complexes, built on the outskirts of the city during the sixties, have recently organized massive rent strikes. One of the more interesting aspects of these conflicts was the fact that these buildings are owned by trade-union investment corporations. Many of the tenants thus found themselves in direct conflict with their own union organization. The article describes the struggle and raises questions concerning the difficulties in co-ordinating struggles in the workplace with struggles in other spheres of daily life. The relationships between the State and trade-unions on urban issues is also discussed.

Town Planning and Neighbourhood Life: an Attempt at Participatory Consultation in Geneva (J. P. Aebersold, D. Dind)

The city of Geneva has undertaken a vast urban renewal programme which includes provisions for input from citizens. A multidisciplinary task force including architects, social workers and neighbourhood activists was set up to work out the consultation procedures. Three hundred people participated in the discussion concerning the future of their neighbourhood and drew up a "white paper" outlining their needs. This article looks at the political significance of this project and discusses a certain number of problems that were encountered.

The Role of the Geneva School of Architecture in Urban Struggles. (D. Marco)

The Geneva School of Architecture has been particularly active in supporting the struggles of the residents of the "Grottes" neighbourhood in two ways. First of all, students and professors have participated directly in these struggles. In addition, they have helped to draw up viable alternative urban improvement projects that are in opposition to the projects proposed by developers and City Hall. These forms of support for urban struggles are part and parcel of an attempt to develop a new way of teaching and researching urban problems.

Citizen Struggles in the "Grottes" Neighbourhood of Geneva (M. Toche)

Nearly 75 % of the buildings in this little working-class neighbourhood of Geneva are owned by the City. For ten years now, various urban renewal projects have met with strong opposition from the defense committee set up by local residents. This committee has been able to prevent wide-scale demolition and reconstruction up until now by organizing occupations of vacant housing and businesses. Broad public support for the squatters has foiled attempts by the city to proceed with eviction notices.

The Urban Transport Action Committee (J. Dustin)

This article sketches a rapid portrait of the Urban Transport Action Committee which defends the rights of pedestrians and cyclists in Brussels.

Founded in 1972, the UTAC has sought to arouse public concern through a variety of means: a monthly publication, a slide show and a protest demonstration by cyclists.

The UTAC works in close collaboration with trade-union organizations neighbourhood groups, progressive political parties and youth groups. In 1978 they organized opposition to rate increases in public transport. Boycotts of rate increases were organized by certain "new left" groups. In 1980, rates were raised again and new boycotts were organised.

Citizen action in Neighbourhood "25" (interview with A. Croegaert and P. Dailly)

Neighbourhood "25" is located in the suburbs of Charleroi in the heart of a region that is in the throes of severe economic difficulty. This neighbourhood has been threatened now for several years by vast urban renewal projects which take little account of the interests of the residents who are mostly immigrant workers and even less of the rich social and industrial history of the area.

The "25" committee, founded in 1978, defends the social and cultural objectives of the residents. It seeks to make the voice of the people more powerful and effective. Technical

resource people from the outside are occasionally called in but every effort is made to ensure that they do not deviate the committee from its fundamental objectives.

A Neighbourhood Association Center is a key factor in the success of the committee. The individual needs of various residents (which range from plumbing and electricity repairs to educational and recreational facilities) are dealt with in a manner that seeks to reinforce a positive collective identity.

Urban Struggles in the "Neefsteeg" Neighbourhood in Anvers (D. Cosyns)

The author relates the struggle against eviction procedures in a neighbourhood in Anvers. The successes and failures of the residents in their attempts to organize widespread, long term struggles in conjunction with various workers' movements are described in detail.

The article describes how the citizens were able to take the initiative in their struggle using legal means.

The National Federation of Public Housing Residents (M. Gerard)

In February 1973, tenants unions in public housing projects joined together to form the National Federation Of Public Housing Residents.

This article describes the various tasks of the Federation: research, legal aid, local support committees and negotiation and confrontation with local authorities.

These activities are organized *with* the residents and not *for* them.

Ten Years of Community Action in Brussels (N. Brasseur, C. Buysse)

The North and Botanical neighbourhoods of Brussels have been the target for urban renewal projects that resulted in the eviction of local residents. Neighbourhood action committees working in conjunction with community organizers have sought to oppose these projects. In the first neighbourhood, it was not possible to prevent urban renewal but in the second, the developers were not able to execute their project. The City finally gave in to residents' demands and a new project was drawn up in which the resident associations have an important say. The article discusses a number of questions on strategy and tactics that were raised during these struggles.

The Domestication of an Experimental School of Architecture (R. Borremans)

The State School of Architecture, La Cambre, had a reputation for being one of the most original schools of its kind. It was unique in that it attempted to develop alternative teaching methods were intimately related to urban struggles.

During the summer of 1979, government action resulted in the firing of one half of the teaching staff. Vigorous opposition to these measures was unsuccessful but the professors have now opened an alternative school.

This article summarizes the events that occurred and attempts to analyse why the opposition to government measures was not more effective.

The Trade-Union Movement and Urban Struggles in Brussels: 1968-1978 (H. Delasi)

What has been the attitude of the union movement to urban struggles in Brussels over the last ten years, (1968-1978)?

The author attempts to answer this question by identifying two distinct types of problems:

—problems which relate to the social and technical consequences of urban planning; and

—problems related to the production, distribution and management of public services such as housing, schools, transportation and health and recreational facilities.

The article describes the role played by trade-unions in urban planning programmes and municipal taxation policies as well as the alliances with particular pressure groups such as progressive town planners, tenants unions, neighbourhood groups, etc.

The role played by trade-union in public service issues is somewhat less impressive. Trade union action on such issues as transportation and health has generally been divorced from the mainstream of union action. This situation is partially due to the fact that traditionally, Belgian trade unions have sought to encourage cooperatives or parallel services for its members rather than directly contesting government policies. New perspectives seem in the offing however, as workers organizations take more and more of an interest in regional development.

The Ambivalence of Urban Struggles and the Ambiguities of State Action (P. Hamel and J.-F. Leonard)

This article briefly outlines the main urban struggles in Montreal since the beginning of the sixties, particularly in relation to housing problems. Perhaps the most striking characteristic of these struggles has been the ambivalence which has constantly plagued the strategy and tactics of the organizations involved.

The authors point out that in spite of a certain ideological radicalization, the groups involved seem to have been unable to develop new strategies of action together with the organizational and political tools necessary to make them effective.

But these difficulties are not only due to problems within the Left. The authors argue that these problems are directly related to the nature of urban growth in Montreal over the last twenty years and especially to the ambiguous role of the State which has pursued a policy of erratic, ad-hoc intervention generally favourable to investors and developers.

The People's Urban Planning Center and Housing Co-ops (G. Lauzon and M. Sevigny)

The People's Urban Planning Center was founded by a group of students in architecture at the University of Montreal to support tenant interests.

In September 1977, the students decided to work outside the university structures and sought government financing in order to set up a Technical Resources Group to help launch housing co-ops.

The article explains the situation that developed and describes the problems that the housing co-op movement has had to deal with in Quebec. A discussion on the political significance of co-operatives as a means of fighting increasingly centralized State control concludes the article.

Going Beyond Neighbourhood Action (J. -G. Lague and C. Watters)

The Community Housing project in a urban core neighbourhood of Montreal was set up in 1971 in order to protect existing housing and to increase citizen control of neighbourhood life. In September of 1978, a province-wide organization was created to co-ordinate action by citizen groups affected by government urban renewal programmes.

This article describes the situation encountered by the Community Housing Project and the main lines of action for the provincial organization. The authors propose a preliminary evaluation of the successes and failures of these groups.

The Rosemount Housing Committee (J. Patenaude)

The author describes the activities and organizational methods of the Rosemount Housing Committee which has participated actively in a broad-based coalition movement in favour of a rent freeze in Quebec.

As well, the article points out the problems that have been encountered in mobilizing tenants effectively and suggests some guidelines for group reflexion.

Public Housing Struggles in Quebec (T. Stanhope)

Tenants in Quebec have been active in struggles related to the management of public housing projects and government housing policy in general.

In May 1979, tenants in public housing formed a provincial association in order to be more effective in their action against increasingly centralized government control.

This interview gives an overview of the problems and difficulties that public housing tenants have had to face and indicates the lines along which further action is being pursued.

A Local Community Service Center Involvement in Housing Issues

The Local Community Services Centers were set up in the early 1970's as part of an overall government reform of health and social services. Many of these centers are active on housing issues, including the Norman Bethune LCSC which has collaborated closely with community groups on these problems.

This article describes in detail two major struggles in which the LCSC was involved and attempts to evaluate the role played by the center.

Community Organization in Pointe St.-Charles (R. Couillard et R. Mayer)

In the early seventies, several Neighbourhood Centers were active on urban issues. The history of the Pointe St.-Charles Neighbourhood Center is examined here with particular reference to the debates on the various orientations of community action.

The authors seek to analyse the social contradictions that underlay these debates.

Urban Struggles in Quebec City (G. Doré, P. Plamondon)

This article briefly retraces the history of citizen groups in Quebec City since the late sixties. Two examples of urban struggles are examined in detail in an attempt to better understand the relationship between the issues that are raised and the social classes of the people involved. What are some of the factors that influence the success or failure of a struggle? A tentative framework for analysis is proposed.

The last part of the article examines the present situation of groups involved in quality of life struggles.

Progressive Municipal Politics in Quebec City and the Role of Citizens Groups (P. Racicot)

The Quebec Citizens Movement is a municipal political party that was founded in Quebec City in 1977.

This article proceeds to give a brief description of the QCM and summarizes the crucial debates that have marked its existence. The author focusses on the relationships that have developed between this party and various citizen groups. He concludes with a few comments on the prospects for effective political action by the MCQ at the present time.

Citizen Groups and Urban Issues in Hull (M. Bachand)

Hull is an important regional center of about 60,000 people, located directly across the river from the national capital of

Ottawa. Over the last several years, the traditional industrial vocation of the city has been progressively replaced by administrative employment related to the federal government. This process has been paralleled by an urban renewal programme that has radically changed the social composition of the city.

This article attempts to describe and analyse actions of the various citizens which were active in urban issues. The author pays particular attention to the roles played by different social groups such as the clergy, community organizers, political activists, etc.

Trade-Unions and Citizen Groups: Towards Common Action on Quality of Life Issues. (G. Larose)

Common action between the trade-union movement and citizen groups has been, at best, sporadic and no solid long term alliances have existed.

In the spring of 1980 however, the Montreal Council of National Trade-Unions (CCSNM) held a people's "summit meeting" to discuss concrete possibilities of joint action with citizen groups on quality of life issues.

This interview attempts to outline the reasons why the Montreal Council took this initiative and the results it hopes to attain.

Urban Struggles: Actors and Researchers (M. Wieviorka)

Even if urban struggles generally take place outside the workplace, and are more concerned about the quality of daily life, during the early seventies these struggles were often organized and dealt with in terms of a more general struggle against capitalism.

The more recent struggles in France however, that this article describes, no longer seems to have a marxist orientation. On the contrary, citizen action against private transportation, autoroutes and urban renewal projects is now rarely explained in terms of an anticapitalist struggle. These actions are seen as legitimate in themselves and are no longer portrayed as struggles of the workers' movement. Demands are more related to a general questioning of the benefits of growth and development. This contestation raises questions about culture and democracy in daily life. This new orientation poses several analytical problems which the author seeks to identify more clearly.

The Ambiguity of Local Democracy (J. P. Garnier)

It is perhaps useful, suggests the author, to question the so-called "anti-capitalist" nature of quality of life struggles. It is true that urban struggles have often contributed to social change, albeit within the structural framework of capitalism. Urban struggles have both forced and helped the dominant

classes to rejuvenate their modes of domination and the "community" is the focal point in a "social-democratization" process of daily life that is impossible through conventional centralized State intervention. The author argues that the only way the "Right" can maintain its overall control of the society has been to let the "Left" administer the lower echelons of the State apparatus. The new middle classes have been able to occupy the seats of "local power" and are establishing new forms of local domination over the working classes.

Recent experiences of Neighbourhood Groups in Saint-Etienne

(J. Ion, A. Micoud)

Citizen groups have sprung up recently in the city of Saint-Etienne in a context that is characterized by two main features: (1) the new political will at the national level to stimulate local and regional democracy and (2) the victory of the left-wing parties in recent municipal elections. This article attempts to analyse the content and role of these new neighbourhood organizations. Three types of committees are defined in function of the types of relationships that they have worked out with the people that they are supposed to represent.

The author examines the nature of the changes in traditional municipal politics that these groupes have been able to bring about.

Citizen Participation in "Meylan"

(B. Roudet)

Meylan is a little municipality located within the metropolitan area of Grenoble that has attracted considerable attention due to intense activity of community groups. The election of a Socialist slate to City Hall in 1971 was largely due to the presence of new middle and upper-middle classes on the local scene.

Community groups play an important role in the daily life of Meylan as they seek to develop new methods of neighbourhood management but their policy of citizen participation is ambiguous. These groups are caught in the bind between the necessity to establish effective management procedures and the necessity to respect the particular characteristics of each neighbourhood. The author seeks to elucidate the conditions that are necessary for a real democratization of community life.

An Experimental Public Housing Project in Nantes

(L. Nizard)

An experimental public housing project in Nantes sought to prove that the disastrous effects of ghettoization could be reduced through an architectural and management policy of social integration. Economic, legal and political constraints however, proved to be much more stubborn than had been previously realized.

This article shows how the relationships that individuals establish with their environment are much more strongly determined by their social class than by any architectural innovation that tries to define the places, roles and functions of residents.

With this in mind, the author then goes on to analyze the various actors involved in this project: the administrators, the tenants union representatives and the tenants themselves. The administrators and union representative proved to be socially, much closer to each other, in spite of real conflicts between them, than either of them were to the tenants as a whole. This situation raises the difficult questions related to ways of implementing "legitimate representation".

Urban Struggles in Paris

(XXX)

Three actions are described in detail here. In the first case, the "Confédération syndicale du cadre de vie" was active in the thirteenth "arrondissement" on the issue of local taxes for tenants. The Confederation also actively supported demands by residents for a playground in the area.

Another example is the action of the group "Vivre" in the fourteenth "arrondissement". This is a coalition group of tenants' unions and other neighbourhood groups that successfully prevented the construction of a freeway through the neighbourhood. As well, this group has been able to negotiate limits on the number of new high-rises to be built and is trying to control the rehousing policies that urban renewal makes necessary.

The last example described in this article concerns the work of a progressive group of architects and town planners in the "Marais" district of Paris. This group works in close collaboration with the residents in their struggle against private developers and urban renewal schemes.

Citizen Participation and Housing Management in Latin America

(N. de Roo Lemos)

Drawing heavily on various experiences in citizen participation concerning both rural and urban housing policies, the author argues that this participation should not be viewed as a simple device to placate public opinion but rather as an attempt to generally upgrade living conditions. Rather than being conceived of as a civic duty to help one's community, citizen participation, if it is to mean something, must include the possibility of exercising real political power. The author gives the example of the Chamal Valley project in Mexico and the phenomenon of "bare-feet" architects, to support her case.

Resúmenes

Una huelga de arrendatarios en Ginebra (D. Dind)

Tres grandes conjuntos habitacionales, construidos en la periferia de la ciudad de Ginebra en los años sesenta, han sido el objeto de huelgas de los arrendatarios, para protestar contra alzas excesivas. El interés de estas luchas radica en que ellas se han producido en los sectores de precio mediano de estas ciudades satélites, en inmuebles que pertenecen a menudo a sindicatos obreros. Los habitantes se han encontrado, en consecuencia, en conflicto directo en el área de su vida fuera del trabajo con la organizaciones obreras a las que están afiliados como trabajadores. El artículo describe la lucha, discute la relación entre las luchas en lugares de producción y aquellas que buscan el mejoramiento de las condiciones de vida, y por último analiza las relaciones entre el Estado y los sindicatos en materia habitacional.

Urbanismo y vida local : Una experiencia de información consulta en Ginebra (J.-P. Aebersold, D. Dind)

La ciudad de Ginebra ha emprendido un estudio de su territorio, estudio al que ha querido asociar la población, sobre todo a nivel de la información. Se ha constituido un grupo interdisciplinar, formado por arquitectos, trabajadores sociales, y militantes de grupos de habitantes, que se ha encargado de elaborar estrategias de consulta de los habitantes. Trescientas personas han participado a discusiones sobre su barrio, y han redactado un « Cuaderno de necesidades ». ¿Qué significación pública hay que adjudicarle a un tal proceso? ¿Cómo tener en cuenta la diversidad de necesidades expresadas? ¿Qué desarrollo debiera darse a este proceso?

El barrio de Grottes y la Escuela de arquitectura (D. Marco)

La Escuela de arquitectura de Ginebra apoya las luchas de los habitantes de Grottes de dos modos. Por una parte, profesores y estudiantes participan directamente, y por otra, elaboran contra-proyectos de arquitectura y de urbanisme que contrabalancean los planes de los promotores inmobiliarios y de la Municipalidad. Este apoyo a las luchas de Grottes se integra en el proyecto pedagógico de la Escuela, que experimenta así un nuevo enfoque de organización de la enseñanza y de la investigación.

Acción popular en Grottes (M. Toche).

El barrio de Grottes de la ciudad de Ginebra está formado en un casi 75 % por edificios que pertenecen a la Municipalidad.

Desde has más de diez años es el objeto de planes sucesivos de renovación, a los cuales se oponen los habitantes, reunidos en una asociación : la Acción popular en Grottes. Esta ha logrado detener el proyecto de demolición y reconstrucción total del barrio por medio de ocupaciones de habitaciones y locales comerciales desocupados. La ciudad ha respondido con expulsiones violentas, que han tenido por efecto de producir un apoyo amplio de la población a esta lucha ejemplar.

El Comité de acción del transporte urbano (J. Dustin).

Este texto es una crónica rápida de las acciones de un comité de Bruselas que quiere asegurar la ciudad par los peatones y los ciclistas.

Nacido en 1972, el C.A.T.U. ha realizado diversas acciones de concientización a través de un periódico mensual, de un montaje audiovisual, de un paseo ciclistico por la ciudad con mas de dos mil adherentes, y otros.

El C.A.T.U. sirve de coordinador entre formaciones sindicales, comités de barrio, partidos progresistas, y movimientos de jóvenes. El se opuso en 1978 al aumento de tarifas de los transportes urbanos. Ciertos grupos que se identificaban a la « nueva izquierda » practicaron la auto-reducción de tarifas en buses, tranvías y el tren subterráneo. A un nuevo aumento en 1980 siguió una nueva operación « Tren gratuito » en Wallonia y en algunas estaciones de Bruselas.

Desarrollo y formas de acción en el barrio del 25 en Marcinelle (Entrevista con A. Croegaert y P. Dailly).

El barrio « del 25 » está situado en la periferia de Charleroi, en una región en plena reestructuración económica. Este barrio es, desde hace algunos años, el objeto de planes de renovación que toman poco en cuenta los habitantes, en su mayoría inmigrantes, y el medio ambiente, testigo de un rico pasado industrial y social.

La asociación « del 25 », creada en 1978, quiere ser el portavoz de estos intereses sociales y culturales. Ella busca el permitir a los habitantes de ocupar el lugar que merecen en el barrio, de realizar en él lo que quieren, con la ayuda de personas exteriores en casos de necesidad, pero evitando al máximo que estos intervinientes suplanten la demanda de los interesados.

« El rincón del 25 », es una casa del barrio envías de habilitación, es la base obrera del proyecto de la asociación :a partir de pedidos individuales, muchas veces concretos y puntuales, de los habitantes (problemas de plomería, de electricidad, y también de las escuelas y los esparcimientos de los niños), ensayar de insertarlas en un proyecto colectivo.

Crónica de una lucha de barrio : la Neefsteeg en Anvers (D. Cosyns).

El autor del artículo relata las etapas de una lucha de los habitantes de un barrio de Anvers amenazados con desalojo. Se descubre cómo, a través de dificultades, de fracasos y de victorias, estas personas consiguen movilizarse y organizarse, y cómo llegan a apelar a la solidaridad obrera más allá del barrio, y a ir más allá de la acción limitada. Se analizó cómo el paso de una acción de defensa a una de tipo ofensivo, basada en la legislación, ha permitido obtener resultados positivos.

La Federación nacional de habitantes urbanos (M. Gerard).

En febrero de 1973, algunos comités de arrendatarios de habitaciones sociales, habitaciones financiadas por el Estado a través de la Sociedad nacional de la habitación, decidieron encontrarse. Todos ellos realizan un trabajo sindical, agrupando los arrendatarios en la defensa colectiva de sus intereses. Así nace la Federación nacional de habitantes urbanos.

El trabajo de esta agrupación hace posible la defensa jurídica, la elaboración de informes, el apoyo a comités locales, la confrontación de experiencias, de negociaciones y de enfrentamientos con los poderes públicos; todo ello, como un trabajo realizado *con* los habitantes y no *para* ellos.

Bruselas, diez años de acciones comunitarias en barrios en renovación urbana (N. Brasseur, C. Buysse).

El barrio Norte y el Botánico, dos barrios populares de Bruselas, han sido objeto durante los diez últimos años de proyectos de renovación cuya consecuencia social era la expulsión de la población residente. Con el apoyo de trabajadores sociales se han constituido comités de lucha para impedir estos proyectos. En el primer barrio, no fué posible evitar la transformación del espacio urbano; en el segundo, por el contrario, y gracias en parte a las luchas en el primero, se consigue impedir el proyecto de los promotores. La Municipalidad ha apoyado los habitantes, y un proyecto de rehabilitación del barrio, parcialmente controlado por el comité de lucha, a reemplazado los planes de renovación/demolición iniciales. El artículo concluye con reflexiones metodológicas relativas a la movilización de la población.

La Cambre : una escuela de arquitectura original sometida al proceso de normalización (R. Borremans).

El Instituto superior de arquitectura del Estado, La Cambre, era reputado por el estilo de su enseñanza : pluralista, crítico, desarrollando análisis y proyectos originales, y abierto a las corrientes arquitecturales ligadas a las luchas urbanas. Durante el verano de 1979, decisiones a nivel ministerial tuvieron por consecuencia el despido de la mitad del cuerpo profesoral : era el fin de un sistema de enseñanza.

Enfrentados a esta decisión, se organiza una lucha en la institución, que fracasa : los enseñantes no son reintegrados. Hoy día, la lucha se prosigue en la forma de la creación de una nueva escuela por los enseñantes excluidos. El artículo revisa brevemente los acontecimientos, interrogándose sobre las razones que hicieron fracasar la lucha.

El movimiento obrero y la cuestión urbana en Bruselas 1968-1978 (H. Delasi).

¿Cuáles han sido las posiciones y las actitudes del movimiento obrero en Bruselas frente a la cuestión urbana, en el curso de los últimos diez años?

Según el autor, la cuestión urbana lleva a dos series de problemas : los que conciernen la organización del territorio, su división social y técnica, y los que derivan de la producción, de la distribución y de la gestión de los medios colectivos de consumo, a saber habitación, educación, transportes, salud, y equipamiento colectivo.

En lo concerniente a la problemática de la organización del territorio y de la política de base, el autor constata que el movimiento obrero ha llegado a controlar estos campos especialmente gracias a sus reivindicaciones y sus acciones respecto a la habitación. Se precisa cuáles fueron las actitudes que adoptaron las organizaciones obreras con respecto a las organizaciones exteriores a ellas, como los grupos especializados de presión (los profesionales del urbanismo o del medio de vida, en lucha contra una organización y una tecnocráticas de la ciudad), las asociaciones de arrendatarios, las agrupaciones de residentes, los comités de barrio, y otros.

En lo que concierne la problemática de los medios colectivos de consumo, el autor subraya que en Bélgica la política no empresarial, como la de los transportes y de la salud, es relativamente autónoma de la política de la empresa. No hay, por lo tanto, una conjunción de los problemas ligados al consumo colectivo y de los relacionados con el mercado de trabajo. Esta situación sería el resultado del hecho que, desde sus orígenes, los movimientos obreros belgas se han preocupado siempre del consumo colectivo, organizando cooperativas de compra, « casas des pueblo », etc. Por añadidura, el movimiento obrero ha evolucionado hacia una particularización y una especialización de tareas que lleva con frecuencia a la compartimentalización. Un esfuerzo hacia la reglobalización de los problemas y de la acción podría, sin embargo, realizarse por la regionalización del territorio en una problemática de desarrollo regional.

Ambivalencia de las luchas urbanas y ambigüedades de las intervenciones del Estado (P. Hamel y J.-F. Léonard).

El artículo sintetiza la evolución de las movilizaciones populares sobre las condiciones de vida en Montréal, sobre todo en materias habitacionales. Lo que parece caracterizarlas es sobre todo su ambivalencia, tanto en el plano de la organización como en el de los medios de acción frente a la ideología dominante.

Es importante subrayar que, a pesar de una cierta radicalización en el plano ideológico, los militantes y las organizaciones continúan a batallar contra las mismas dificultades, como si no hubiera habido una transformación de las prácticas, como si no hubiesen conseguido darse los medios organizacionales y políticos que les habrían permitido evolucionar.

Estas dificultades no corresponden, sin embargo, sólo a problemas propios de la izquierda. Ellas se explican también por la naturaleza de las transformaciones que han marcado el espacio montrealés en los últimos veinte años, así como por el rol ambiguo que ha jugado el Estado y sobre todo el poder municipal. Este último subrayaba un perfil de gestión que garantizaba un apoyo a los inversionistas y a los promotores con una imagen de intervencionismo ad hoc, que ocultaba su verdadero rol político.

El servicio popular de organización del territorio y las cooperativas

(G. Lauzon y M. Sévigny)

El Servicio popular de organización del territorio (S.A.P.) es el resultado de una experiencia de colaboración con los medios populares de un grupo de estudiantes de arquitectura de la Universidad de Montréal a través de una Clínica dirigida por los propios miembros. La clínica ayudaba los grupos de arrendatarios que luchaban contra los desalojos o las alzas de los arriendos, o que buscaban organizar cooperativas de habitación.

En septiembre de 1977, los estudiantes deciden prolongar la experiencia de la clínica más allá de los muros de la Universidad de Montréal, y demandan con este fin una subvención gubernamental para ayudar a la formación de cooperativas de habitación, financiadas por los Grupos de Recursos Técnicos (G.R.T.).

El artículo presenta la situación y los problemas que encuentra en la actualidad el movimiento de cooperativas de habitación en el Québec. Se discute, igualmente, el problema concreto de la intervención que enfrentan tanto los miembros de las cooperativas como los de los Grupos de Recursos Técnicos. Más fundamentalmente, plantea el rol de las cooperativas como medios de lucha contra las diversas formas de centralismo, desde una perspectiva de autogestión.

Las viviendas comunitarias del Centro-Sur : depasar la acción de barrio

(J.—G. Laguë y C. Watters)

La Viviendas comunitarias del Centro-Sur de Montréal fueron organizadas en 1971, para conservar el parque de viviendas construidas, y para favorecer el control de la vida del barrio por los ciudadanos. En el Otoño de 1978, las Habitaciones propusieron un encuentro de todos los grupos populares afectados por los programas de mejoramiento de barrios (P.A.Q.), y ésto con el fin de darse mejores medios de acción y de llevar su acción a nivel provincial. Es después de este encuentro que se decide crear un Frente de acción para la reorganización urbana (FRAPRU).

El artículo detalla el modo de intervención, el contexto y los

resultados de las Habitaciones, así como las principales reivindicaciones actuales del FRAPRU. Los autores terminan proponiendo algunos elementos de evaluación de su práctica.

La movilización de arrendatarios del Comité habitacional Rosemont

(J. Patenaude).

El Comité habitacional Rosemont agrupa los arrendatarios y los militantes de un barrio de trabajadores del Noreste del centro de Montréal. El artículo presenta las principales actividades del comité, y su participación en la Agrupación para la congelación de los arriendos, una coalición de organizaciones populares sobre la habitación que plantea una lucha común contra los aumentos de los arriendos, su organización y su funcionamiento, desde 1978.

El artículo busca también precisar los problemas de movilización a los que deben responder los militantes, en especial la participación de los arrendatarios en el comité. El autor termina proponiendo algunos puntos que permitirían a los militantes del Comité continuar un balance colectivo.

Las luchas de los arrendatarios de Viviendas de renta limitada (H.L.M.)

(T. Stanhope).

Los arrendatarios de Viviendas de renta limitada en el Québec se ven confrontados hace ya varios años a problemas derivados del modo de gestión de la Viviendas de renta limitada, así como de las políticas gubernamentales sobre la habitación.

En mayo de 1979, los arrendatarios de los H.L.M. de todas las regiones de Québec organizaron una Asociación provincial de arrendatarios de viviendas municipales. Esta asociación respondía sobre todo a una necesidad de solidaridad, pero también a una necesidad de organización, dado que ciertos problemas, como la escala de arriendos, sólo se dan a nivel provincial.

Esta entrevista hace una revisión de los problemas y de las dificultades que encuentran los arrendatarios de H.L.M., y analiza también las perspectivas de acción que se pueden entrever.

Un Centro local de servicios comunitarios interviene en lo habitacional

(R. Dion y F. Leroux).

Los Centros locales de servicios comunitarios (C.L.S.C.) han sido creados por el Gobierno de Québec en el contexto de una reforma de conjunto de los servicios de salud y sociales. Varios de los C.L.S.C. intervienen en problemas de organización del territorio y de la habitación. Es así que el C.L.S.C. Norman Bethune se ha implicado en algunos movimientos reivindicativos, y que algunos de sus organizadores comunitarios han sido llamados a colaborar con organizaciones de lucha.

El artículo presenta un análisis del rol del C.L.S.C. y de sus intervinientes a través de dos ejemplos. el primero, que coincide con los debates del C.L.S.C. en 1975, es una confrontación con la Sociedad central de hipotecas y arriendos, organismo federal,

y la compañía propietaria de inmuebles. El segundo se refiere a la venta de inmuebles que regentaba la Sociedad en 1977, y que significaba el aumento de los arriendos.

La práctica de la organización comunitaria en la Casa del barrio de Pointe Saint-Charles (R. Couillard y R. Mayer).

Al principio de los años setenta, algunos barrios de Montréal contaban con Casas del barrio, centradas sobre los problemas de la organización del territorio. El ejemplo analizado en el artículo es el de la Casa del Barrio de Pointe Saint-Charles y las confrontaciones que ha conocido a través de los diversos momentos de su evolución. Luego de presentar el contexto de las acciones, las prácticas y sus proyectos socio-políticos subyacentes, los autores examinan las contradicciones con las que trabajaban los militantes y los permanentes, en un esfuerzo de situar con mayor claridad y de evaluar los balances que han marcado la reorientación de los modos de intervención.

Las prácticas urbanas de oposición en Québec (G. Doré y D. Plamondon).

Las intervenciones de los primeros comités de ciudadanos aparecen en el Québec hacia el fin de los años sesenta, en el contexto de una reorganización urbana. Después de haber presentado el conjunto de las organizaciones que intervienen en los problemas urbanos en la ciudad de Québec, los autores centran su análisis en dos ejemplos de luchas, en los cuales subrayan las diferencias en los problemas y en la composición de la base social. ¿Qué explica que se llegue a una victoria más bien que a una derrota? Los autores enuncian algunas hipótesis, y terminan analizando las perspectivas actuales de las luchas sobre las condiciones de vida.

La agrupación popular de Québec y los Comités de ciudadanos (P. Racicot).

La Agrupación de ciudadanos de Québec (R.C.Q.) es un partido político municipal fundado en 1977. El artículo presenta las características principales de este partido, revisando los debates y las confrontaciones que han moldeado su formación. El autor centra su análisis en el tipo de relaciones que le partido ha conseguido establecer con los comités de ciudadanos, y termina con algunos comentarios sobre las perspectivas de acción política que parecen abrirse.

Comités de ciudadanos y problemas urbanos en Hull (M. Bachand).

Hull es una ciudad de 60 000 habitantes contigua a la capital nacional, Ottawa. En el curso del proceso de transformación de su estructura industrial, que ha significado el éxodo de una parte de la población y su reemplazo por una población al empleo del gobierno federal, la ciudad emprende la renovación urbana de barrios pobres, con el desalojo consiguiente.

El artículo describe el contexto en que han aparecido los

comités de ciudadanos en Hull, y construye una periodización de su evolución, ligada a una serie de rupturas ideológicas en términos de reorientación de los modos de intervención. La acción de estos comités de ciudadanos atrae diversas categorías de intervinientes —miembros del clero, organizadores comunitarios, representantes de partidos políticos, etc.— que vehiculan con frecuencia intereses contradictorios. El objetivo es el de mostrar con mayor claridad la dinámica que ha recorrido la evolución de estas organizaciones populares.

Sindicatos y organizaciones populares : la elaboración de una perspectiva de lucha sobre las condiciones de vida (G. Larose).

Hace ya varios años que la presencia del movimiento sindical junto a las organizaciones populares centradas en las condiciones de vida ha sido frecuentemente sólo intermitente, y no ha permitido desembocar en una estrategia a largo plazo.

En la primavera última, el Consejo central de Montréal de la Confederación de sindicatos nacionales (C.S.N.) organizaba un Encuentro popular, para abrir un debate con las organizaciones populares sobre las condiciones de vida y los desafíos del desarrollo de la región metropolitana, y sobre las perspectivas de acción y de lucha que sería posible definir en forma conjunta. Esta entrevista se centra en las razones que han motivado al Consejo central para organizar esta reunión, así como los frutos que de ella espera.

Luchas urbanas : sus actores y los investigadores (M. Wieviorka).

Aún cuando las luchas urbanas se desarrollan fuera de la producción, situándose en el campo de la vida extra-laboral, del consumo colectivo y de la reproducción, ellas han sido vividas y analizadas generalmente, desde el comienzo de los años setenta, en las categorías del movimiento obrero y de la lucha anticapitalista.

La historia reciente de las luchas urbanas en Francia, que el artículo sintetiza, revela un nuevo eje de estas luchas, que no se refiere ya a una problemática marxista. Los que hacen manifestaciones en bicicleta contra el lugar que ocupa el automóvil en la ciudad, los que se oponen a proyectos de autorutas o de renovación urbana, no lo hacen ya en términos anticapitalistas. La acción encuentra su sentido en sí mismas, y ya no busca comprenderse como la acción de un movimiento obrero. Ella articula reivindicaciones precisas que llevan a una contestación general del crecimiento y de sus consecuencias. Ella mezcla así la defensa de intereses particulares, una crítica cultural y una crítica democrática del modo de gestión estatal de lo urbano. Este eje reciente de las luchas urbanas plantea numerosos problemas de análisis; el autor bosqueja una serie de hipótesis al respecto.

Hacia la « democracia local » (J.-P. Garnier).

Es conveniente interrogarse sobre el impacto « anticapitalista » que es tentador de atribuir a las luchas sobre las condiciones de vida. Las luchas urbanas han participado

ciertamente en el « cambio social », pero lo han hecho en el marco estructural de las relaciones capitalistas de producción. Las luchas urbanas han incitado y ayudado a la burguesía a renovar las formas de su hegemonía, erigiendo lo « local » en punto de apoyo privilegiado de un proceso de social-democratización que no había podido realizarse a nivel central. Para poder gobernar « a la derecha », la clase dirigente a debido dejar a otra clase el administrar el país « a la izquierda » : la nueva pequeña burguesía intelectual y técnica. Las nuevas capas medias conquistaron el « poder local », invirtiendo en las ramas « descentralizadas » del aparato de Estado, para establecer su hegemonía sobre las clases populares en zonas bien delimitadas : ésta es la razón por qué el rol del nivel local ha llegado a ser tan esencial. A través del problema del « poder local » se asiste a la instauración de un nuevo modelo de gestión estatal de la sociedad civil.

La experiencia reciente de los comités de barrio en Saint-Étienne (J. Ion y A. Micoud).

Desarrollados en un doble contexto, nacional, como un discurso consensual sobre la renovación necesaria de la democracia local, y regional, como una victoria de una lista de izquierda en las elecciones municipales, la experiencia de los comités de barrio permite evaluar, a partir del caso de la ciudad de Saint-Étienne, el contenido y el rol de estas nuevas formas de agrupación sobre una base residencial. el estudio distingue tres tipos de comités, definidos principalmente por los modos de relación a la población que buscan representar, así como por sus códigos implícitos de funcionamiento. Los autores se interrogan en conclusión sobre las modificaciones reales introducidas por la existencia de estos comités en el sistema tradicional de gestión-representación de las poblaciones locales.

Participar en la vida local : el caso de Meylan (B. Roudet).

Meylan es una pequeña comuna en la aglomeración de Grenoble que ha llamado la atención de muchos observadores por el desarrollo extraordinario de su vida asociativa. Meylan está dirigida desde 1971 por un equipo de orientación socialista del cual la elección es el signo de la emergencia en el plano comunal de nuevas capas sociales medias y superiores.

La vida social en Meylan es concebida en términos de vida asociativa, en una perspectiva de gestión comunitaria de la ciudad ; pero este proyecto participativo no está libre de ambigüedades. El muestra la contradicción que vive toda asociación tironeada entre las necesidades de la gestión de un espacio urbano y la especificidad de las prácticas que se realizan. ¿Cuáles son, por lo tanto, las condiciones de una democratización real de la vida local ?

El Surco de Bretaña (L. Nizard).

El Surco de Bretaña es un conjunto inmobiliario en Nantes. El proyecto del Surco quería probar que la segregación social y sus efectos podían ser reducidos y aún transformados por medio de una arquitectura y de una gestión social adecuadas.

Las restricciones económicas, jurídicas y políticas han sido, sin embargo, harto más fuertes que lo previsto.

El artículo muestra cómo el modo de utilizar el habitat y de apreciarlo está en relación más estrecha a la estructuración social que sitúa a un individuo determinado en su globalidad, en el conjunto de su actividad de individuo productivo, que a la estructura arquitectural que pretende definir las ubicaciones, las funciones y los roles de los habitantes. Sólo los roles sociales permiten comprender los roles vividos en relación al Surco.

A partir de esta constatación, el artículo explora las relaciones que mantienen entre ellos los diferentes actores del proyecto : los responsables gestores del proyecto, los representantes sindicales de los arrendatarios, y los habitantes mismos. Gestorarios y sindicalistas, aún cuando están en relaciones conflictuales entre ellos, están en última instancia más « cercanos » los unos de los otros que lo que están cada uno de ellos en relación a los habitantes. Un abismo los separa de los simples ciudadanos, y esta situación plantea el espinoso problema de la legitimidad de la representación de unos y otros.

Grupos de luchas en París (XXX).

El artículo relata tres acciones de movilización. La primera es la intervención de la Confederación sindical del cuadro de vida del 13° distrito, para oponerse junto con los habitantes a las modalidades de determinación de los impuestos locales de los arrendatarios, y también para ayudar a un grupo de militantes que tratan de obtener la creación de un parque de juegos para niños en el barrio.

La segunda es la acción de la asociación Vivir, que agrupa los comités de inmuebles y los movimientos de defensa del barrio en el 14° distrito. Elle ha obtenido la limitación de la edificación de torres habitacionales, y trata de controlar la rehabilitación de inmuebles, para que ella sea hecha en función de los intereses de los habitantes del barrio.

La tercera es la acción del Taller popular de arquitectura y de urbanismo de Marais (APAUM), que agrupa los arquitectos que trabajan con los habitantes para oponerse a los proyectos de renovación de ciertos sectores del barrio por promotores privados, y también por la sociedad pública de Viviendas de renta limitada (H.L.M.). Esta intervención, como las dos precedentes, ha sido realizada en estrecha colaboración con los habitantes.

Participación popular y gestión del ambiente de vida en América Latina (N. De Roo Lemos).

El artículo demuestra, a partir de ejemplos de participación popular en la gestión del ambiente de vida, tanto rural como urbano, sobre todo en México, que tales programas no deben ser simples expedientes políticos, destinados a tranquilizar la población, sino más bien el resultado de los esfuerzos por mejorar el conjunto de las condiciones de vida. La participación popular no debe ser una intervención más o menos voluntaria de la población en la ejecución de tareas ya programadas, sino un proceso activo de intervención en la estructura del poder. Los proyectos de desarrollo del valle de Chamal (Tamaulipas, México) de arquitectos descalzos son para el autor ejemplos positivos de participación popular sobre los que basa su reflexión.